



Note d'orientation

Promouvoir les sociétés naissantes dans le domaine de la technologie financière (FinTech) en Afrique

1. Introduction

Le financement est considéré comme un moyen de mettre en œuvre les objectifs de développement durable des Nations Unies, les décisions de Rio + 20 et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il est également considéré par l'Union africaine comme l'un des moyens de réaliser les aspirations de l'Agenda 2063 : « L'Afrique que nous voulons ». L'inclusion financière est nécessaire pour s'assurer que le financement atteint son objectif, à savoir que la croissance économique est inclusive et soutenue. Les faits montrent que, sur ce plan, l'Afrique accusait un retard considérable. Mais des technologies émergentes et de nouveaux modes d'organisation comme la technologie financière (FinTech) peuvent contribuer à réduire l'exclusion financière sur le continent.

FinTech est un terme généralement utilisé pour décrire un secteur formé d'entreprises qui utilisent de nouvelles technologies et l'innovation en ayant recours aux ressources disponibles pour affronter la concurrence dans la prestation de services financiers sur un marché auparavant dominé par les institutions et intermédiaires financiers traditionnels comme les banques. Les sociétés spécialisées dans les technologies financières sont composées à la fois de sociétés naissantes et de sociétés de financement et de technologie établies qui essaient de remplacer les services financiers fournis par des sociétés déjà en place ou d'en améliorer l'utilisation. Aujourd'hui, on compte plus de 301 nouvelles sociétés FinTech en Afrique. Une gamme de systèmes et de processus dans des domaines tels que le paiement, le crédit, la banque de détail, la gestion d'actifs, la protection contre la fraude et le respect des normes sont désormais opérationnels non seulement au sein d'institutions bien établies et réputées, mais aussi au sein de sociétés naissantes. Ces nouveaux entrants, aux côtés des sociétés déjà en place qui font l'objet d'un réaménagement, sont en train de reformuler la conception et la prestation de services grâce aux progrès et aux avancées technologiques dans le domaine des logiciels, de l'expérience utilisateur et de l'exploration de données.

La diffusion de la téléphonie et de l'Internet mobiles en Afrique a contribué de façon extraordinaire au fondement et à la croissance de la technologie financière. Le taux de pénétration de 80 % de la téléphonie mobile¹ fait de l'Afrique l'un des marchés mobiles connaissant la croissance la plus rapide au monde. Avec 1 milliard de cartes SIM², la téléphonie mobile est le moyen de communication le plus utilisé dans la région africaine, ce qui augmente par conséquent l'utilisation de l'Internet à un rythme exponentiel.

¹ *Jumia mobile trend report for Africa.*

² *Ovum, Africa Market Outlook, 2016.*

La technologie financière s'est développée à grande échelle en Afrique pour plusieurs raisons. Dans la mesure où 80 % des adultes en Afrique n'ont pas accès aux services bancaires formels, selon *McKinsey and Company*, le continent fait face à un taux d'accès bancaire extrêmement bas. Pour la majorité de la population active du secteur informel dont les revenus sont irréguliers ou qui sont payés en espèces, cela signifie un faible accès aux réseaux de succursales bancaires et aux guichets automatiques embryonnaires³, aux services postaux déjà peu fiables et aux micropaiements. Par exemple, selon la Banque africaine de développement, l'Afrique subsaharienne afficherait le plus faible taux de pénétration des institutions de dépôt, avec une moyenne de 16,3 % contre 63,3 % pour l'ensemble des pays en développement⁴. La technologie financière a radicalement changé l'écosystème des services financiers de l'Afrique en apportant des innovations majeures dans les domaines du paiement des factures de services publics, des services de paiements aux commerçants, du transfert d'argent, des services bancaires, des assurances, des envois de fonds internationaux, entre autres. La FinTech joue un rôle manifeste dans la facilitation de l'accès aux services financiers et permet aux banques d'accorder facilement et rapidement des microcrédits et d'en assurer le suivi tout en réduisant les coûts d'exploitation.

En conséquence, aujourd'hui en Afrique subsaharienne, 12 % des adultes ont accès aux services financiers via la technologie financière, en particulier dans les zones rurales grâce aux 140 systèmes d'argent mobile déployés dans 39 pays africains, et plus de 40 % des adultes de la région utilisent ces services sur une base régulière. L'Afrique figure en tête des transferts monétaires, puisqu'en 2016, 14 % des Africains ont reçu de l'argent par transfert mobile⁵ et qu'il existait 134 millions de comptes d'argent mobile actifs en 2016. Ces services accroissent non seulement l'inclusion financière, mais agissent aussi en faveur de l'inclusion sociale grâce à des produits qui facilitent l'accès aux services de base dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. À cet égard, quelques questions stratégiques clefs se sont dégagées. Elles vont de la promotion de l'innovation en vue de créer des environnements réglementaires propices à la concurrence, en passant par le renforcement des capacités et des compétences, à la fois pour accélérer la croissance et résoudre les questions réglementaires.

La présente note d'orientation s'inspire d'une étude récente de la Commission économique pour l'Afrique intitulée : « Questions émergentes en matière de TIC en Afrique ». Il résume les données disponibles et fournit des recommandations de politique générale à l'attention des responsables politiques et des décideurs africains.

³ Beck, Thorsten – Cull, Robert, *Banking in Africa, CSAE Working Paper, WPS/2013-16, First Draft August 2013*, Centre for the Study of African Economies.

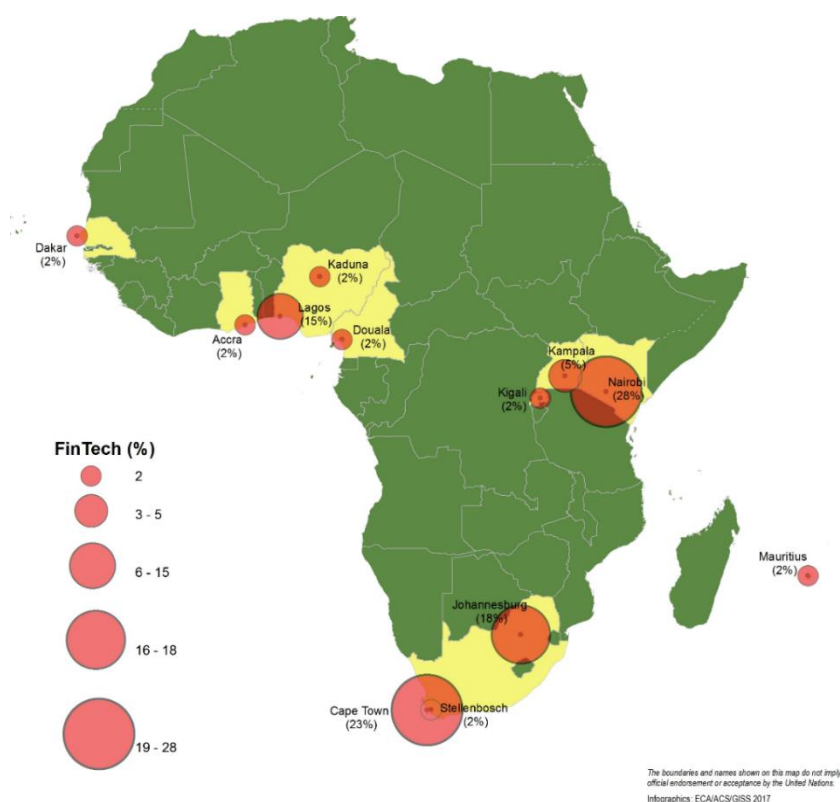
⁴ <https://www.afdb.org/en/news-and-events/fostering-financial-inclusion-with-mobile-banking-12125/>.

⁵ Rapport 2015 sur l'économie de l'information, CNUCED.

2. Aperçu de la technologie financière en Afrique

L'Afrique a connu ces quelques dernières années une forte augmentation du nombre de jeunes entreprises spécialisées dans la FinTech. Selon le rapport intitulé *Finnovating for Africa : Exploring the African Fintech Startup Ecosystem Report 2017*, publié par *Disrupt Africa*, il existe actuellement 301 nouvelles entreprises FinTech actives en Afrique. Les données provenant de l'ensemble du continent africain montrent que ces sociétés actives se situent dans les régions australes, orientales et occidentales de l'Afrique, tandis que l'Afrique du Nord est à la traîne. Parmi ces pays, l'Afrique du Sud est la destination préférée des nouvelles entreprises FinTech, abritant 31,2 % des sociétés naissantes FinTech du continent, tandis que le Nigeria et le Kenya occupent respectivement les deuxième et troisième positions⁶.

Figure
Les sociétés FinTech en Afrique



Source : Commission économique pour l'Afrique, Rapport sur les technologies blockchain, 2017.

En outre, de nombreux pays sont aussi devenus des destinations dynamiques pour la FinTech, en particulier en Afrique de l'Ouest, où les marchés du Ghana et du Cameroun occupent de plus en plus une place importante. Parmi les neuf catégories de sociétés FinTech étudiées dans le rapport, les sociétés naissantes qui fournissent des services de paiements et de transferts de fonds dominent le marché, puisque 41,5 % de ces sociétés sont concentrées dans ces domaines. Les services de prêt et de financement constituent aussi une priorité pour les

⁶ Voir aussi <http://disrupt-africa.com/finnovating-for-africa/>.

FinTech innovantes en Afrique. Les banques africaines se sont adaptées aux technologies modernes en collaborant de plus en plus avec la technologie financière afin d'intégrer de nouveaux services et technologies qui garantiraient une meilleure expérience client et en amélioreraient l'efficacité. À cet égard, les grandes banques africaines commencent aujourd'hui à explorer les technologies et les solutions numériques (gestion de patrimoine, prêts, hypothèques, entre autres) pour optimiser leurs activités. Le secteur FinTech a connu une croissance explosive, ayant attiré des sommes passant de 414 millions de dollars en 2014 à 608 millions de dollars en 2018, selon le *Financial Times*. La révolution de la technologie financière n'a peut-être pas pris fin, mais ses avantages sont déjà évidents dans plusieurs pays, comme on l'a constaté au Kenya avec le système M-Pesa. Aujourd'hui, le continent est couvert à plus de 80 % par des services d'argent mobile et des comptes d'argent mobile, allant de 10 % en Namibie à 58 % au Kenya.

Au Kenya, le taux de bancarisation est passé de 19 % en 2007 (l'année du lancement de la licorne nationale M-Pesa) à 58 % en 2015. Il est indéniable que l'accès aux services de base s'est renforcé sur le continent avec 15,4 % de la valeur totale des transactions en 2014 revenant aux paiements de factures et de transactions marchandes. Au Gabon, au Ghana, au Kenya, en Namibie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe, plus de 40 % des adultes paient directement leurs factures quotidiennes via application mobile : frais de scolarité, factures d'électricité et même de simples trajets en taxi. À cet égard, les services FinTech sont devenus un puissant levier de croissance et d'inclusion financière en Afrique en fournissant un grand nombre de services aux citoyens qui étaient auparavant exclus des services financiers de base.

L'accès aux services de base s'est renforcé sur le continent, avec 15,4 % de la valeur totale des transactions en 2014 revenant aux paiements de factures et aux transactions marchandes⁷. L'argent mobile est également considéré comme une bouée de sauvetage pour un certain nombre de groupements socioéconomiques en Afrique, constatant que le nombre d'agents est passé de 100 000 en 2011 à 1,5 million en 2016, et que 47 % des revenus de l'argent mobile de la région sont destinés à ces derniers⁸. L'impact sur le développement macroéconomique — exprimé en pourcentage du PIB — est réel dans plusieurs pays, dont le Togo (10,7 %), Cabo Verde (9,4 %), le Sénégal (9,3 %) et la Gambie (8,2 %)⁹ —.

⁷ GSMA.

⁸ Source : GSMA, disponible à l'adresse <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/page/13?cat=vmfwerppz>.

⁹ <https://www.oecd.org/aidfortrade/casestories/casestories-2017/CS-15-AfDB-Mobile-payments-and-banking-on-the-unbanked-in-African-countries.pdf>.

3. Défis

La FinTech a eu une influence positive sur le secteur bancaire africain et l'argent mobile demeure aujourd'hui la plateforme la plus avancée pour l'inclusion financière en Afrique grâce aux divers services qu'elle offre aux utilisateurs. Pour promouvoir le développement de ces innovations, il reste des questions importantes à résoudre afin d'élargir la couverture des services FinTech et d'accroître leur accès à tous. En dépit des efforts déployés, des difficultés se posent au niveau de la mise en œuvre. Ces difficultés sont, entre autres :

- **Une mauvaise réglementation :** La réglementation constitue un réel défi lorsque la technologie évolue si rapidement et se développe dans un contexte où tant de domaines sont impliqués. En effet, ce nouvel écosystème financier, qui implique des structures telles que les opérateurs de télécommunication, dont les transactions sont en partie réglementées par les banques centrales et en partie par des autorités de réglementation des télécommunications, entraîne un changement radical, car la réglementation financière s'est construite jusqu'à présent autour d'acteurs existants. D'une part, l'interopérabilité de la plateforme n'est pas efficace et entrave les transferts internes et internationaux d'argent. La taxation de l'argent mobile et d'autres services similaires échappe souvent aux États qui ne disposent pas d'informations précises sur le volume des transactions. D'autre part, il est peu probable que la majorité des nouvelles entreprises FinTech soient réglementées de la même manière que les banques officielles, et elles échouent souvent en raison de l'instabilité des cadres réglementaires et des risques juridiques énormes. Ceux-ci vont de l'accès aux services numériques, à la disponibilité des infrastructures, à la réglementation des prix et leur accessibilité à l'introduction de nouveaux mécanismes de réglementation des services financiers tels que la monnaie électronique, en passant par le traitement de données sur des plateformes Big Data, conformément à la *Data Protection Act* (loi sur la protection des données).
- **Manque d'infrastructures :** Alors que l'Internet constitue probablement un accélérateur significatif de la technologie financière, puisqu'il réduit les coûts de transaction et permet de fournir des services financiers aux personnes vivant dans des régions éloignées des infrastructures financières les plus proches, la mise en place d'infrastructures adéquates pour appuyer les services FinTech (notamment l'électricité, le réseau de télécommunication, la pénétration de la technologie à large bande et la qualité de l'informatique) reste difficile.
- **Le coût élevé de la bande passante :** À l'heure actuelle, le principal problème des sociétés naissantes Fintech en Afrique est le coût élevé de la bande passante, lequel découle du prix, tout aussi élevé, des connexions internationales vers les réseaux mondiaux de télécommunications, l'ensemble affectant l'accès aux services Fintech en Afrique. Pour obtenir un accès large bande fixe, les utilisateurs des pays africains sans littoral paient en moyenne 232 USD de plus par mois que ceux qui vivent dans les zones côtières.¹⁰

¹⁰ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique.

- **La cybersécurité :** Avec le développement de la technologie financière et la hausse des monnaies virtuelles telles que le Bitcoin, qui ne dépendent d'aucune institution émettrice et n'ont aucun statut légal, la cybersécurité constitue la plus grande inquiétude quand il s'agit d'entreprendre des transactions et de fournir des services financiers. La fraude dans l'argent mobile, les intrusions, les cyberattaques, le blanchiment d'argent et le terrorisme sont les principales préoccupations du continent et pourraient mettre l'Afrique en danger. Par exemple, selon la Banque centrale du Kenya, 37 % des transactions mobiles sont frauduleuses, contre 10 % de celles effectuées par des institutions bancaires traditionnelles.

La montée en puissance de la technologie financière ouvre de vastes horizons et pose en même temps des défis importants en ce qui concerne la lutte contre la cybercriminalité. Ces plateformes Fintech, en particulier les sites de financement participatif, peuvent être utilisées pour financer des activités liées au terrorisme. De plus, ces services, qui permettent de retirer de l'argent aux points de vente à l'aide de codes échangés par SMS, présentent le plus de risque de faciliter le blanchiment d'argent.

- **Compétences et alphabétisation numérique :** Le niveau d'éducation pour permettre aux personnes de tirer parti des bénéfices de l'Internet ; la disponibilité, l'accessibilité et la pertinence des services ou du contenu sur Internet, entre autres, comptent parmi les autres facteurs considérés comme étant des obstacles à l'inclusion financière numérique.

4. Incidences politiques et recommandations

Voici quelques-unes des recommandations de politique générale formulées à l'intention des responsables politiques et des décideurs africains, ainsi que d'autres parties prenantes des secteurs public et privé. Ces recommandations comprennent le renforcement des capacités des organismes de réglementation dans le secteur financier et celui des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de rattraper les nouvelles technologies et les sociétés naissantes, l'élaboration de cadres administratifs et juridiques pour promouvoir le développement des nouvelles entreprises Fintech, la mise en place de mesures incitatives concrètes, et la mise à disposition d'une meilleure connectivité pour promouvoir l'innovation.

- **Les politiques** – Les politiques en matière de TIC devraient être continuellement revues pour les adapter aux nouvelles technologies. Ces politiques devraient aussi être liées aux investissements dans l'éducation afin de développer les compétences nécessaires, élever le niveau de formation et, par conséquent, accroître la population des internautes. En outre, il est absolument essentiel d'harmoniser le mécanisme politique et réglementaire du système financier avec l'environnement juridique et réglementaire en faveur du développement du secteur des TIC, surtout en ce qui a trait aux nouvelles technologies financières. Les gouvernements africains devraient élaborer des lignes directrices visant à encourager l'utilisation et le développement des services Fintech, renforcer la concurrence et protéger les clients contre toute fraude, tout financement de terrorisme et tout blanchiment d'argent.

- **Les réglementations** - Le rôle des gouvernements sera important, à la fois du point de vue de l'adoption que de la création d'un environnement politique et réglementaire favorable à l'innovation pour renforcer la technologie financière. Des efforts devraient être consentis pour intégrer les meilleures pratiques internationales dans l'élaboration de la nouvelle législation sur, par exemple, la technologie blockchain, les banques numériques, les portefeuilles mobiles, les coupons, etc. Les organismes de réglementation africains devraient évaluer le potentiel de la technologie financière pour réduire les coûts et accroître la transparence dans plusieurs secteurs de l'économie. Une coordination efficace entre les organismes de réglementation des secteurs des télécommunications et des finances est aussi nécessaire. La technologie financière pouvant impliquer des transactions internationales, les questions d'ordre réglementaire telles que l'application des réglementations relatives au franchissement des frontières, la sécurité des données, les législations sur la confidentialité des données, et les normes et certifications reconnues mondialement, devraient être abordées.
- **Améliorer l'accès au haut débit** - Pour que les applications FinTech puissent fonctionner, les utilisateurs doivent avoir accès à l'Internet à haut débit et à grande vitesse. À cette fin, les responsables politiques et les décideurs africains doivent redoubler d'efforts pour étendre la connectivité à toute la population, notamment en garantissant des infrastructures à large bande fiables et abordables, qui constituent un élément clef pour faciliter l'utilisation des applications et des services qui exigent une large bande passante.
- **La promotion d'un système de paiement sûr et efficace** - Les gouvernements, les banques et d'autres parties prenantes ont un rôle important à jouer dans le développement et l'amélioration de l'infrastructure des systèmes de paiements en assurant leur robustesse et en atténuant de manière efficace les risques systémiques dans ce contexte, renforçant ainsi la confiance des consommateurs dans ces systèmes.
- **La promotion des sociétés naissantes dans le domaine de la technologie financière** - Le secteur privé joue un grand rôle dans la promotion de l'inclusion financière numérique en investissant dans les nouvelles technologies. Les partenariats entre banques, institutions financières, opérateurs de télécommunications et sociétés naissantes FinTech devraient être encouragés. Au niveau technique, il est nécessaire de rendre l'écosystème des paiements numériques interopérable pour faire en sorte que les produits et les services soient liés, non seulement à l'intérieur d'un pays, mais aussi au-delà des frontières.

La présente note d'orientation été établie par M. Mactar Seck, sous la supervision de M. Kasirim Nwuke, Chef de la Section des nouvelles technologies et de l'innovation.

Contact	Commande
<p>Des renseignements complémentaires sur le programme de la CEA en matière de technologie et d'innovation peuvent être obtenus auprès de M. Kasirim Nwuke, Chef de la Section des nouvelles technologies et de l'innovation</p> <p>Division des initiatives spéciales Téléphone : + 251-11-544-3375, Télécopie (Bureau) : + 251-11-551 -0512 Courriel : Knwuke@uneca.org</p>	<p>Pour commander des exemplaires de la note d'orientation « Vers l'amélioration de l'accès à l'Internet haut débit en appui au programme de transformation de l'Afrique », de la Commission économique pour l'Afrique, veuillez contacter:</p> <p>Publications Commission économique pour l'Afrique P.O. Box 3001 Addis-Abeba, Éthiopie Tél : +251-11- 544-9900, Télécopie: +251-11-551-4416 Adresse électronique : ecainfo@uneca.org Site Web : www.uneca.org</p>

Références

AfricInvest, *Africa and the Global Fintech Revolution*, 2016, disponible en anglais à l'adresse : <http://www.africinvest.com/document/africa-and-the-global-fintech-revolution.pdf>.

Commission économique pour l'Afrique, « Vers l'amélioration de l'accès au haut débit en Afrique », 2016.

Commission économique pour l'Afrique, « Questions émergentes en matière de TIC en Afrique », 2016.

Banque européenne d'investissement, « Tendances récentes dans le secteur bancaire en Afrique subsaharienne : du financement à l'investissement », juillet 2015, disponible à l'adresse :

http://www.eib.org/attachments/efs/economic_report_banking_africa_from_financing_to_investment_fr.pdf.

EMCompass, *How Fintech is Reaching the Poor in Africa and Asia: A Start-Up Perspective*, mars 2017, disponible en anglais à l'adresse : <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/f745fd31-a9aa-4736-b0ba-4ac2956f96dc/EmCompass+Note+34+DFS+and+FinTech+Mar+28+FINAL.pdf?MOD=AJPERES>.

GSMA, *State of the Industry Report on Mobile Money*, 2016, (rapport sur l'état du secteur de l'argent mobile) disponible en anglais à l'adresse :

https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2017/03/GSMA_State-of-the-Industry-Report-on-Mobile-Money_2016.pdf.

GSMA, *State of the Industry Report Mobile Money*, 2015, (rapport sur l'état du secteur de l'argent mobile) disponible en anglais à l'adresse :

https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/04/SOTIR_2015.pdf.

UIT, Faits et chiffres sur les TIC pour 2017, disponible en anglais à l'adresse : <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2017.pdf>.

UIT, édition 2016 du rapport « Mesurer la société de l'information », disponible en anglais à l'adresse : <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2016/MISR2016-w4.pdf>.

Julian Skan, Julian – Dickerson, James – Masood, Samad, *The Future of Fintech and Banking: Digitally disrupted or reimagined?* Accenture 2015, disponible en anglais à l'adresse : <http://bankingblog.accenture.com/wp-content/uploads/2015/04/accenture-future-fintech-banking.pdf>.

MagnaCarta Communications, *2017 Fintech Disruptors Report*, disponible en anglais à l'adresse : <https://www.aciworldwide.com/-/media/files/collateral/trends/2017-fintech-disruptors-report.pdf>.

Marubeni Research Institute, *Financial Inclusion and Mobile Money Financial Services in sub-Saharan Africa Leveraging Bottom of the Pyramid (BOP) Business Potential via Mobile Technology*, 2016, disponible en anglais à l'adresse :

https://www.marubeni.com/research/report/political_economy/global/data/24-Sub-SaharanAfricaSpecialEdition.pdf.

Banque mondiale, *Financial inclusion in Africa*, Asli Demirgucm, Leora Klapper, 2012, disponible en anglais à l'adresse :

<http://documents.worldbank.org/curated/en/534321468332946450/pdf/WPS6088.pdf>.

Banque mondiale, édition 2017 des Indicateurs du développement dans le monde, extrait le 8 mars 2017, disponible en anglais à l'adresse <http://data.worldbank.org/region/sub-saharan-africa>.

Banque mondiale, Base de données sur l'inclusion financière à l'échelle internationale (Global Findex) 2014, disponible en anglais à l'adresse :

<http://pubdocs.worldbank.org/en/696971461702870611/N9-MM.pdf>.